

VD_FINDINFO Décision / 2019 / 93 vom 28. Januar 2019

VD Tribunal cantonal, 2019-01-28, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2019___93

FR: VD_FINDINFO Décision / 2019 / 93 du 28 janvier 2019

IT: VD_FINDINFO Décision / 2019 / 93 del 28 gennaio 2019

Regeste

DÉPENS | 429 CPP (CH)

Erwägungen

E. 1

CPP) et satisfait aux conditions de forme posées par l'art. 385 al. 1 CPP, de sorte qu'il est recevable.

E. 2.1

Le recourant reproche au Ministère public de ne pas lui avoir alloué une indemnité au sens de l'art. 429 CPP.

E. 2.2

L'art. 429 al. 1 let. a CPP prévoit que si le prévenu est acquitté totalement ou en partie ou s'il bénéficie d'une ordonnance de classement, il a droit à une indemnité pour les dépenses occasionnées par l'exercice raisonnable de ses droits de procédure. L'indemnité ici visée correspond en particulier aux dépenses assumées par le prévenu libéré pour un avocat de choix (ATF 139 IV 241 consid. 1 p. 242). L'allocation d'une indemnité pour frais de défense selon l'art. 429 al. 1 let. a CPP n'est pas limitée aux cas de défense obligatoire visés par l'art. 130 CPP. Elle peut être accordée dans les cas où le recours à un avocat apparaît tout simplement raisonnable. Il faut garder à l'esprit que le droit pénal matériel et le droit de procédure sont complexes et représentent, pour des personnes qui ne sont pas habituées à procéder, une source de difficultés. Celui qui se défend seul est susceptible d'être moins bien loti. Dans le cadre de l'examen du caractère raisonnable du recours à un avocat, il doit être tenu compte, outre de la gravité de l'infraction et de la complexité de l'affaire en fait ou en droit, de la durée de la procédure et de son impact sur la vie personnelle et professionnelle du prévenu. Par rapport à un délit ou à un crime, ce n'est qu'exceptionnellement que l'assistance d'un avocat peut être considérée comme ne constituant pas un exercice raisonnable des droits de la défense. Cela pourrait par exemple être le cas lorsque la procédure fait immédiatement l'objet d'un classement après une première audition (cf. ATF 142 IV 45 consid. 2.1; ATF 138 IV 197 consid. 2.3.5, JdT 2013 IV 184). Toujours selon la jurisprudence, la question de l'indemnisation doit être tranchée après la question des frais. Dans cette mesure, la décision sur les frais préjuge de la question de l'indemnisation. Il en résulte qu'en cas de condamnation aux frais (art. 426 al. 2 CPP), il n'y a pas lieu d'octroyer de dépens ou de réparer le tort moral (ATF 137 IV 352 consid. 2.4.2). En revanche, si l'Etat supporte les frais de la procédure pénale, le prévenu dispose d'un droit à une indemnité pour ses frais de défense et son dommage économique ou à la réparation de son tort moral selon l'art. 429 CPP; dans ce cas, il ne peut être dérogé au principe du droit à l'indemnisation qu'à titre exceptionnel (ATF 137 IV 352 consid. 2.4.2;

TF 6B_1238/2017 du 12 avril 2018 consid. 2.1). Lorsque la condamnation aux frais n'est que partielle, la réduction de l'indemnité devrait s'opérer dans la même mesure ; tel est le cas lorsqu'une partie des faits est réprimée par ordonnance pénale, alors que le solde fait l'objet d'une ordonnance de classement (TF 6B_203/2015 du 16 mars 2016 ; Griesser, *Kommentar zur Schweizerischen Strafprozessordnung*, 2 e éd. 2014, nn. 2 et 4 ad art. 430 CPP).

E. 2.3

En l'espèce, il est incontestable que les accusations dirigées contre le recourant étaient graves puisqu'il s'agissait notamment de crimes contre l'intégrité sexuelle, et justifiaient l'assistance d'un avocat. De plus, le recourant a été libéré, sans frais judiciaires, dans le cadre de l'ordonnance de classement. Dès lors, sur le principe, une indemnité au sens de l'art. 429 CPP est due.

E. 2.4

Se pose ensuite la question de savoir si le Ministère public pouvait rejeter la demande d'indemnité pour le motif que le recourant n'avait pas précisé les opérations effectuées ni indiqué la quotité de l'indemnité requise.

E. 2.4.1

Conformément à l'art. 429 al. 2 CPP, l'autorité pénale examine d'office et statue sur les prétentions du prévenu lorsqu'elle est saisie d'une demande de ce dernier (Moreillon/Parein-Reymond, *Petit commentaire, Code de procédure pénale*, 2 e éd., Bâle 2016, nn. 27-29 ad art. 429 CPP). L'autorité qui se refuse à statuer, ou ne le fait que partiellement, viole l'art. 29 al. 1 Cst., et commet un déni de justice formel (TF 1B_590/2012 du 13 mars 2013 consid. 3.1; ATF 135 I 6 consid. 2.1 ; ATF 117 Ia 116 consid. 3a). Si l'autorité de recours constate un déni de justice, elle peut donner des instructions à l'autorité concernée (art. 397 al. 4 CPP). Pour le Tribunal fédéral, il résulte de l'art. 429 al. 2 CPP qu'il incombe à l'autorité pénale, à tout le moins, d'interpeller le prévenu sur la question de l'indemnité et de l'enjoindre au besoin à chiffrer et justifier ses prétentions en indemnisation (cf. SJ 2016, p. 259 ; TF 6B_1/2015 du 25 mars 2015 ; TF 6B_472/2012 du 13 novembre 2012 consid. 2.4; TF 1B_475/2011 du 11 janvier 2012 consid. 2.2 et 2.3). L'autorité pénale interpellera le prévenu si ses prétentions sont imprécises ou peu claires et ne pourra pas refuser tout de suite une indemnisation pour ce motif (Moreillon/Parein-Reymond, *op. cit.*, n. 29 ad art. 429 CPP). Lorsque le prévenu ne réagit pas à l'invitation faite par l'autorité selon l'art. 429 al. 2 CPP de chiffrer et justifier ses prétentions, son comportement passif peut le cas échéant équivaloir à une renonciation à une indemnisation (cf. TF 6B_472/2012 précité et les réf. citées), en particulier s'il ne peut pas se prévaloir d'un empêchement (Schmid, *Schweizerische Strafprozessordnung, Praxiskommentar*, 2 e éd., 2013, n° 14 ad art. 429 CPP; Jo Pitteloud, *Code de procédure pénale suisse, Commentaire à l'usage des praticiens*, 2012, n° 1348). L'absence de réaction implique que le prévenu est forclos, de sorte que l'indemnisation ne peut intervenir dans une procédure ultérieure (TF 6B_842/2014 du 3 novembre 2014 consid. 2.1 et les réf. citées ; SJ 2016, p. 259).

E. 2.4.2

En l'espèce, même si l'on peut regretter l'imprécision et les lacunes de la détermination du mandataire professionnel, il est clair que le Procureur ne pouvait refuser toute indemnité sans autre démarche et devait lui demander des précisions. Sur ce point, le recours est bien

fondé. Reste à déterminer la quotité de l'indemnité. La note produite comprend les opérations d'ouverture et de clôture de dossier, qui ne relèvent pas du travail d'avocat. Il ressort également du dossier que plusieurs courriers sont des avis comportant quelques lignes (cf. P. 13, 16, 23 et 25) et qu'ils correspondent aussi à du travail de secrétariat. Ces opérations entrent dès lors dans les frais généraux de l'avocat, déjà compris dans l'indemnité horaire (cf. CREP 4 décembre 2015/803; CAPE 13 décembre 2017/418). Par ailleurs, les déterminations du 14 juin 2018 (P. 26/1) porte sur des faits qui ont fait l'objet d'une ordonnance pénale. Il en va de même d'une partie des auditions. En définitive, la note produite semble couvrir la totalité des opérations, sans tenir compte de l'ordonnance pénale, d'une part, et de l'ordonnance de classement, d'autre part. Il s'ensuit qu'une réduction s'impose. Toutefois, le Juge de céans ne peut y procéder, dans la mesure où le recourant n'a jamais eu l'occasion de s'exprimer sur les opérations qui devraient être retranchées de la liste d'opérations produite par le mandataire (TF 6B_1251/2016 du 19 juillet 2017 consid. 3).

E. 3

Au vu de ce qui précède, le recours doit être admis. Le dossier de la cause sera renvoyé au Ministère public de l'arrondissement de l'Est vaudois pour qu'il alloue au recourant une indemnité au sens de l'art. 429 CPP. Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce de l'émolument d'arrêt, par 720 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénal du 28 septembre 2010 ; BLV 312.03.1]), seront laissés à la charge de l'Etat (art. 428 al. 4 CPP). Enfin, K. _____, qui a obtenu gain de cause et procédé avec l'assistance d'un avocat de choix, a droit à une juste indemnité pour les dépenses occasionnées par la procédure de recours (art. 436 al. 3 CPP). Au vu du mémoire produit, une indemnité de 600 fr. correspondant à 2 heures d'activité d'avocat au tarif horaire de 300 fr. (art. 26a TFIP), plus un montant correspondant à la TVA – étant rappelé que si les indemnités au sens des art. 429 ss CPP ne sont pas soumises à la TVA (art. 18 al. 2 let. i LTVA [loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée ; RS 641.20]), il convient de tenir compte du fait que les honoraires payés par la partie à son avocat sont quant à eux soumis à la TVA (CREP 19 mars 2015/91 consid. 3.1.2) –, par 46 fr. 20, soit 646 fr. 20 au total, lui sera accordée à ce titre, à la charge de l'Etat. Par ces motifs, le juge unique prononce : I. Le recours est admis. II. Le chiffre II du dispositif de l'ordonnance de classement du 26 septembre 2018 est annulé. L'ordonnance est confirmée pour le surplus. III. Le dossier de la cause est renvoyé au Ministère public de l'arrondissement de l'Est vaudois pour nouvelle décision au sens des considérants. IV. Une indemnité de 646 fr. 20 (six cent quarante-six francs et vingt centimes) est allouée à K. _____ pour la procédure de recours, à la charge de l'Etat. V. Les frais de la procédure de recours, par 720 fr. (sept cent vingt francs), sont laissés à la charge de l'Etat. VI. L'arrêt est exécutoire. Le juge unique :
La greffière: Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Me Yannis Sakkas, avocat (pour K. _____), - Me Habib Tabet, avocat (pour Y. _____), - Ministère public central, et communiqué à : - M. le Procureur de l'arrondissement de l'Est vaudois, - Service de la population, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF).
La greffière:

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.